

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2003 — 2634

[C — 2003/11245]

**4 AVRIL 2003. — Arrêté royal relatif au conseil d'appel  
pour le label pour la production socialement responsable**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 février 2002 visant à promouvoir la production socialement responsable, notamment les articles 9 et 12;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 janvier 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 4 avril 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 28 mars 2003;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « loi » : la loi du 27 février 2002 visant à promouvoir la production socialement responsable;

2° « conseil d'appel » : le conseil d'appel, institué par l'article 9 de la loi;

3° « label » : le label pour la production socialement responsable, introduit par la loi;

4° « comité » : le comité pour une production socialement responsable, institué par l'article 7, § 1<sup>er</sup>, de la loi;

5° « Ministre » : le Ministre ayant l'Economie dans ses attributions;

6° « entreprise intéressée » : l'entreprise qui, en vertu de l'article 2, 3°, de la loi, interjette appel dans le cadre de l'article 9, 1°, de la loi ou qui fait l'objet d'une plainte visée à l'article 9, 2°, de la loi;

7° « plaignant » : l'entreprise qui s'est vu refuser l'octroi du label, ou qui s'est vu retirer le label, et/ou l'entreprise, l'organisation ou toute autre partie intéressée qui a formulé une plainte au sujet de l'utilisation du label, conformément à l'article 3, § 6, de la loi et qui conteste la décision du Ministre concernant cette plainte.

**Art. 2.** Le conseil d'appel statue sur les recours visés à l'article 9 de la loi.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le conseil d'appel est composé comme suit :

1° un président et un vice-président qui remplace le président en cas d'absence ou d'empêchement;

2° quatre membres présentés, sur base de leurs compétences, parmi les candidats présentés par le Conseil de la consommation, avec l'accord des organisations de défense des consommateurs et des organisations représentatives de la production, de la distribution, des classes moyennes et de l'agriculture qui siègent en son sein;

3° deux membres présentés sur la base de leurs compétence, parmi les candidats présentés par le Conseil fédéral du Développement durable;

4° un membre présenté par Belcert;

§ 2. Le président, le vice-président et les membres sont nommés par le Roi, sur proposition du Ministre, pour un terme renouvelable de quatre ans.

Le Roi, sur proposition du Ministre, désigne un nombre de membres suppléants égal au nombre de membres effectifs, sur présentation des mêmes instances.

Les membres effectifs et les membres suppléants ne peuvent pas faire partie du comité.

§ 3. Le président et le vice-président sont choisis par le Roi, sur proposition du Ministre, parmi les magistrats effectifs.

§ 4. Le conseil d'appel est assisté par un secrétaire et un secrétaire adjoint désignés à cette fin par le Ministre. Le secrétaire et le secrétaire adjoint n'ont pas voix délibérative.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2003 — 2634

[C — 2003/11245]

**4 APRIL 2003. — Koninklijk besluit  
betreffende de raad van beroep  
voor het label voor sociaal verantwoorde productie**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 februari 2002 ter bevordering van sociaal verantwoorde productie, inzonderheid op de artikelen 9 en 12;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 januari 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 4 april 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 28 maart 2003;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van onderhavig besluit dient te worden verstaan onder :

1° « wet » : de wet van 27 februari 2002 ter bevordering van sociaal verantwoorde productie;

2° « raad van beroep » : de raad van beroep, opgericht door artikel 9 van de wet;

3° « label » : het label voor sociaal verantwoorde productie dat is ingevoerd door de wet;

4° « comité » : het comité voor een sociaal verantwoorde productie, opgericht door artikel 7, § 1, van de wet;

5° « Minister » : de Minister tot wiens bevoegdheid Economie behoort;

6° « belanghebbende onderneming » : de onderneming, overeenkomstig artikel 2, 3°, van de wet, die beroep aantekent in het kader van artikel 9, 1°, van de wet of dewelke het voorwerp uitmaakt van een klacht bedoeld in artikel 9, 2°, van de wet;

7° « klager » : de onderneming dewelke het gebruik van het label werd geweigerd of waarvan het label werd ingetrokken en/of elke onderneming, organisatie of eender welke belanghebbende die overeenkomstig artikel 3, § 6, van de wet een klacht heeft geuit betreffende het gebruik van het label en zich niet akkoord kan verklaren met de beslissing van de Minister betreffende die klacht.

**Art. 2.** De raad van beroep spreekt zich uit over de beroepen bedoeld in artikel 9 van de wet.

**Art. 3.** § 1. De raad van beroep is als volgt samengesteld :

1° een voorzitter en een ondervoorzitter die de voorzitter vervangt in geval van afwezigheid of verhindering;

2° vier leden voorgesteld op basis van hun deskundigheid tussen de kandidaten voorgesteld door de Raad voor het Verbruik, met het akkoord van de verbruikersorganisaties en van de representatieve organisaties van de productie, distributie, middenstand en landbouw die zitting hebben in hun midden;

3° twee leden voorgesteld op basis van hun deskundigheid tussen de kandidaten voorgesteld door de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling;

4° één lid voorgesteld door Belcert;

§ 2. De voorzitter, de ondervoorzitter en de leden worden voor vier jaar benoemd door de Koning, op voorstel van de Minister. Hun mandaat is hernieuwbaar.

De Koning, duidt, op voorstel van de Minister, evenveel plaatsvervangende leden aan, zoals er werkende leden zijn, op voorstel van dezelfde instellingen.

De werkende leden en plaatsvervangende leden mogen geen deel uitmaken van het comité.

§ 3. De voorzitter en de ondervoorzitter worden door de Koning, op voorstel van de Minister, gekozen onder de magistraten in actieve dienst.

§ 4. De raad van beroep wordt bijgestaan door een secretaris en een adjunct-secretaris die daartoe door de Minister worden aangeduid. De secretaris en de adjunct-secretaris hebben geen beraadslagende stem.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Le conseil d'appel établit son règlement d'ordre intérieur, qui est soumis à l'approbation du Ministre.

§ 2. Le conseil d'appel peut procéder ou faire procéder à toutes les enquêtes jugées utiles.

§ 3. En cas de blocage du vote, la voix du président est prépondérante.

§ 4. Le conseil d'appel se prononce, par décision motivée, sur les recours dont il est saisi, après avoir entendu dans leurs moyens les entreprises intéressées ou le conseiller de leur choix ainsi que, à leur demande, les éventuels plaignants ou le conseiller de leur choix, un représentant du comité et un représentant du Ministre.

§ 5. Les membres du conseil d'appel, le président et le vice-président, sont liés par le secret professionnel et ne sont pas autorisés à divulguer les informations qui leur ont été communiquées ou dont ils ont pris connaissance pendant la procédure.

§ 6. Les éventuels plaignants peuvent, par une demande motivée, demander au conseil de garder l'anonymat vis-à-vis de l'entreprise intéressée. Le président soumet cette demande aux membres du conseil d'appel, qui prennent une décision.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Les recours visés à l'article 9 de la loi doivent être transmis au conseil d'appel par lettre recommandée dans les 30 jours, à dater de la notification par le Ministre du refus ou du retrait du label ou de la décision du Ministre en rapport avec les plaintes visées à l'article 3, § 6, de la loi.

§ 2. Les recours doivent mentionner, à peine de nullité :

1° le jour, le mois et l'année;

2° le nom ou dénomination, prénom et domicile ou siège du demandeur en appel et, le cas échéant, les nom, prénom et domicile de son conseiller;

3° la décision contre laquelle un recours a été dirigé;

4° un bref exposé des griefs;

5° la signature de l'appelant ou, le cas échéant, de son conseiller.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Dès qu'un recours a été soumis au conseil d'appel, un dossier est constitué par le secrétaire ou le secrétaire adjoint. Ce dossier contient toutes les pièces détaillées ainsi que l'inventaire de ces pièces.

§ 2. Les membres du conseil d'appel sont convoqués par le président dans les 20 jours qui suivent la réception de l'appel. Dans ce même délai, le président convoque l'entreprise intéressée ainsi que les éventuels plaignants, un représentant du comité et un représentant du Ministre.

§ 3. La non-comparution de l'entreprise intéressée ou de son représentant, des plaignants, du représentant du comité ou du représentant du Ministre, n'empêche pas le conseil d'appel de se prononcer.

§ 4. La décision du conseil d'appel est signifiée au Ministre, au comité, à l'entreprise intéressée et aux éventuels plaignants par lettre recommandée, et ce dans les 5 jours qui suivent la réunion au cours de laquelle le conseil d'appel s'est prononcé.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Les frais de fonctionnement du conseil d'appel sont à charge du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie.

§ 2. Le président, le vice-président et les membres du conseil d'appel bénéficient, pour chaque séance, d'une indemnité de représentation dont le montant est fixé comme suit :

1° (123,95) euros pour le président;

2° (74,37) euros pour le vice-président;

3° (12,39) euros pour les membres.

§ 3. Le président, le vice-président et les membres du conseil d'appel ont droit à des indemnités de déplacement, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

**Art. 4. § 1.** De raad van beroep maakt zijn huishoudelijk reglement op, dat ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Minister.

§ 2. De raad van beroep kan overgaan of laten overgaan tot alle nuttige geachte onderzoeken.

§ 3. Bij staken van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 4. De raad van beroep doet bij gemotiveerde beslissing uitspraak over alle beroepen waarmee hij belast is, na de belanghebbende ondernemingen of de raadgever van hun keuze, alsook, op hun verzoek, de eventuele klagers of de raadgever van hun keuze, een vertegenwoordiger van de Minister en een vertegenwoordiger van het comité in hun middelen te hebben gehoord.

§ 5. De leden van de raad van beroep, alsook de voorzitter en ondervoorzitter, zijn gebonden aan het beroepsgeheim en mogen de informatie die hen werd overgemaakt of waarvan zij in de loop van de procedure kennis hebben gekregen, niet openbaar maken.

§ 6. De eventuele klagers kunnen via een gemotiveerde aanvraag, de raad vragen anoniem te blijven ten opzichte van de belanghebbende onderneming. De voorzitter legt deze vraag voor aan de leden van de raad van beroep die daarover beslissen.

**Art. 5. § 1.** De beroepen bedoeld in artikel 9 van de wet moeten binnen de 30 dagen via een aangetekend schrijven aan de raad van beroep worden overgemaakt, te rekenen vanaf de kennisgeving door de Minister van weigering of intrekking van het label of van de beslissing van de Minister met betrekking tot de klachten bedoeld in artikel 3, § 6, van de wet.

§ 2. De beroepen- vermelden, op straffe van nietigheid :

1° de dag, de maand en het jaar;

2° de naam of benaming, de voornaam en de woonplaats of zetel van de eiser in beroep en, in voorkomend geval, de naam, de voornaam, en de woonplaats van zijn raadgever;

3° de beslissing waartegen in beroep wordt gegaan;

4° een korte uiteenzetting van de grieven;

5° de handtekening van de eiser in beroep of in voorkomend geval van zijn raadgever.

**Art. 6. § 1.** Zodra een beroep neergelegd is aan de raad van beroep, wordt door de secretaris of adjunct-secretaris een dossier aangemaakt. Het dossier bevat alle gedetailleerde stukken en de inventaris ervan.

§ 2. Binnen de 20 dagen na ontvangst van het beroep worden de leden van de raad van beroep door de voorzitter samengeroepen. De voorzitter roept binnen dezelfde termijn de belanghebbende onderneming, alsook, de eventuele klagers en een vertegenwoordiger van het comité en een vertegenwoordiger van de Minister op.

§ 3. Het niet verschijnen van de belanghebbende onderneming of van zijn vertegenwoordiger, van de klagers of van de vertegenwoordiger van de het comité of van de Minister, belet de raad van beroep niet uitspraak te doen.

§ 4. De beslissing van de raad van beroep wordt binnen de 5 dagen na de vergadering waarop de raad van beroep uitspraak heeft gedaan per aangetekende brief aan de Minister, aan het comité, aan de belanghebbende onderneming, alsook aan de eventuele klagers betekend.

**Art. 7. § 1.** De werkingskosten van de raad van beroep vallen ten laste van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie.

§ 2. Aan de voorzitter, de ondervoorzitter en leden van de raad van beroep wordt per zitting een presentatiegeld toegekend waarvan het bedrag als volgt is vastgesteld :

1° (123,95) euro aan de voorzitter;

2° (74,37) euro aan de ondervoorzitter;

3° (12,39) euro aan de leden.

§ 3. De voorzitter, de vice-voorzitter en de leden van de raad van beroep hebben recht op verplaatsingskosten, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 9.** Notre Ministre ayant l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,  
Ch. PICQUE

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 9.** Onze Minister tot wiens bevoegdheid Economie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,  
Ch. PICQUE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2003 — 2635

[C — 2003/11246]

**4 AVRIL 2003. — Arrêté royal  
relatif aux modalités de fonctionnement du comité  
pour la production socialement responsable**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 février 2002 visant à promouvoir la production socialement responsable, notamment les articles 7 et 12;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 janvier 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 4 avril 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 28 mars 2003;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions désigne parmi les fonctionnaires du Service public fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie, le secrétaire ainsi que les fonctionnaires appelés à faire partie du secrétariat du comité pour une production socialement responsable.

**Art. 2.** Le comité établit son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est soumis à l'approbation du Ministre.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Les frais de fonctionnement du comité sont à charge du budget du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie.

§ 2. Aux président, vice-président, membres, membres suppléants et experts de la commission qui n'ont pas qualité d'agent de l'Etat au sens de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat, est octroyé, par séance d'une durée de deux heures et demi au moins, un jeton de présence dont le montant est fixé comme suit :

- 123,95 EUR au président,

- 74,37 EUR au vice-président, et

- 12,39 EUR aux membres, membres suppléants et experts.

§ 3. Aux président, vice-président, membres, membres suppléants et experts, ayant leur activité principale en dehors de l'agglomération bruxelloise, sont remboursés les frais de parcours réels qu'ils ont supportés.

**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

**Art. 5.** Notre Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,  
Ch. PICQUE

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2003 — 2635

[C — 2003/11246]

**4 APRIL 2003. — Koninklijk besluit  
betreffende de werkwijze van het comité  
voor sociaal verantwoorde productie**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 februari 2002 ter bevordering van sociaal verantwoorde productie, inzonderheid op de artikelen 7 en 12;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 januari 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 4 april 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 28 maart 2003;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie,

Besluit :

**Artikel 1.** De Minister tot wiens bevoegdheid Economie behoort, duidt onder de ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, de secretaris aan evenals de ambtenaren die deel uitmaken van het secretariaat van het comité voor sociaal verantwoorde productie.

**Art. 2.** Het comité maakt haar huishoudelijk reglement op. Dit wordt aan de minister ter goedkeuring voorgelegd.

**Art. 3.** § 1. De werkingkosten van het comité vallen ten laste van de begroting van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie.

§ 2. Aan de voorzitter, ondervoorzitter, leden, plaatsvervangende leden en deskundigen van de commissie, die geen lid zijn van het Rijkspersoneel in de zin bepaald door het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, wordt, per vergadering die minstens twee en een half uur duurt, een presentiegeld toegekend waarvan het bedrag vastgesteld is als volgt :

- 123,95 EUR aan de voorzitter,

- 74,37 EUR aan de ondervoorzitter, en

- 12,39 EUR aan de leden, plaatsvervangende leden en deskundigen.

§ 3. Aan de voorzitter, ondervoorzitter, leden, plaatsvervangende leden en deskundigen die hun hoofdactiviteit hebben buiten de Brusselse agglomeratie, worden de effectieve reiskosten terugbetaald die zij hebben gedragen.

**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

**Art. 5.** Onze Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,  
Ch. PICQUE